

Politiques d'ailleurs

La Ligue du Nord, ou la force de la xénophobie « débonnaire »

La Ligue du Nord, parti que la presse italienne a déclaré être le « vrai » gagnant des élections législatives italiennes d'avril 2008¹, est un phénomène difficilement classable. Lorsqu'on fréquente ses militants, qu'on lit sa presse, qu'on assiste à ses meetings, comme je l'ai fait pour mon terrain de thèse², on est frappé par l'extrême violence des propos qui y sont tenus envers les immigrés.

En même temps, si la violence verbale et symbolique (comme celle qui consiste à faire uriner des porcs sur des terrains octroyés pour la construction de mosquées ou à asperger des supposées « prostituées nigérianes » de déodorant dans un train qu'elles auraient pollué...) est non seulement admise mais revendiquée, la violence physique, dont l'exaltation fait partie du bagage classique de l'extrême droite italienne de descendance fasciste, est strictement proscrite au point que les militants léguistes invoquent souvent « la résistance passive de Gandhi » ! De même, si les propos xénophobes et islamophobes sont courants tant parmi les militants que parmi les représentants léguistes, l'antisémitisme, lui aussi bagage historique de la droite italienne, n'est pas toléré. Jusque dans leur corps, les léguistes ne ressemblent pas à l'image que l'on se fait généralement des extrémistes de droite. Lorsqu'on assiste aux rondes nocturnes que les « Volontaires Verts »³ (le vert étant la couleur du parti) organisent la nuit dans les « quartiers infestés par l'immigration extracommunautaire », on

MARTINA AVANZA
Centre de recherche sur l'action politique de l'université de Lausanne (CRAPUL)

1. Avec plus de 8 % des suffrages au niveau national (presque deux fois plus qu'aux élections législatives de 2006), la Ligue du Nord est redevenue une force de premier plan dans les régions septentrionales (les seules dans lesquelles elle se présente), notamment dans ses fiefs historiques, la Vénétie et la Lombardie où, depuis la fin des années 1990, elle était en perte de vitesse.
2. Martina Avanza, « Les "purs et durs de Padanie". Ethnographie du militantisme nationaliste à la Ligue du Nord, Italie (1999-2002) », thèse de sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales soutenue à Paris le 5 décembre 2007.
3. Groupe fondé en 1998 et dirigé par le plus xénophobe des élus léguistes, le parlementaire européen Mario Borghezio. Voir le site: www.volontariverdi.org

trouve des gens à l'apparence tout à fait inoffensive : des femmes (deux femmes ont été responsables des rondes à Milan et à Bergame), des obèses, des jeunes hommes gringalets, quelques retraités. Une fois, j'ai même vu une femme handicapée qui participait aux rondes en chaise roulante poussée par un autre volontaire. Il est difficile de savoir dans quelle mesure cet aspect inoffensif est construit ou fortuit, mais il est certain que les Volontaires Verts sont très loin des images idéaltypiques du défilé d'extrême droite composé de jeunes crânes rasés prêts à en découdre. Ayant observé un regroupement de jeunes de *Forza Nuova*, un groupe néofasciste, j'ai pu voir à quel point l'impression qui se dégage de leur présence est différente. Ces militants d'extrême droite, tous des hommes, tous jeunes, tous vêtus de noir, les cheveux très courts, arborant des drapeaux et des T-shirts avec des symboles inspirés du nazisme, étaient plantés devant une gare, l'air dur, les jambes légèrement écartées et les bras croisés. Ils étaient peu nombreux, une trentaine, et ne criaient aucun slogan, mais ils avaient un air agressif, voire menaçant, que je n'ai jamais vu chez les Volontaires Verts. Leur homogénéité (en termes de sexe, d'âge, d'habillement, de coiffure) leur donnait un air militariste renforcé par le port de pantalons treillis noirs ou de bottes montantes de type militaire. À l'inverse, les Volontaires Verts, groupe hétéroclite que seul le port d'un vêtement vert distingue (chemise, foulard, brassard) n'ont rien d'un groupe à l'allure militariste. Armés de téléphones portables pour « *prévenir les forces de l'ordre en cas de problème* » et de torches allumées pour signaler leur présence, ils se contentent souvent d'afficher sur leur passage des tracts signalant que l'aire est « *contrôlée par les Volontaires Verts* ». Lors de leurs rondes, les débordements sont d'ailleurs rarissimes et toujours durement sanctionnés⁴. Même dans leur façon de marcher, les Volontaires Verts ressemblent plus à des gens qui se promènent (les torches en sus...), conversant par deux ou trois, qu'à un groupe d'inspiration paramilitaire. En ce sens, il n'y a pas à la Ligue, comme lors des marches de l'extrême droite allemande décrites

4. Le dérapage le plus grave, à ma connaissance, a eu lieu en octobre 2000 à Turin où une des rondes a mal tourné. Un jeune fidèle de Borghezio a, sans que l'intention criminelle soit avérée, mis le feu au refuge où dormaient, sous un pont, des immigrés roumains (ces derniers n'ont pas été blessés). Pour ces faits, dix personnes ont été inculpées dont Borghezio condamné, lors d'un procès qui s'est tenu en 2005, à cinq mois de prison avec sursis. Le jeune étant considéré comme le responsable de l'incendie a été expulsé.

par Fabian Virchow, un apprentissage de la discipline, de la marche au pas, des slogans scandés au rythme, bref de comportements rappelant ceux d'un peloton ordonné et viril⁵. Les patrouilles léguistes ont alors, vues de l'extérieur, quelque chose d'incongru, comme si les personnes y participant ne cadraient pas avec le type d'action menée. Les Volontaires Verts incarnent ainsi une figure assez improbable, et plutôt troublante, celle de la xénophobie organisée et militante mais (en apparence) débonnaire.

Ce racisme d'apparence inoffensive, qui ressemble volontairement à une forme de xénophobie populaire, sans grandes conséquences, est une force indéniable pour la Ligue qui, malgré la politique qu'elle mène et les propos que tiennent ses représentants, arrive toujours en Italie – c'est moins le cas à l'étranger – à se présenter comme un parti ni de gauche ni de droite, mais territorial (c'est-à-dire représentant le nord de la péninsule et non pas une idéologie). Cette stratégie classificatoire, que la Ligue défend depuis ses débuts, a ses avantages : elle peut notamment expliquer, en partie au moins, le fait que de nombreuses voix de l'extrême gauche, la grande perdante des législatives de 2008, aient pu, dans le nord du pays, se reporter sur la Ligue.

Mais l'aspect inoffensif des militants léguistes ne tient pas uniquement à leur apparence, il est également lié au sentiment qui les habite, et qui m'a semblé sincère, de ne pas être racistes, ce qui leur donne une bonne conscience telle qu'elle peut presque se voir. Alors qu'ils patrouillent la nuit avec des torches (ce qui rappelle les façons de faire du Ku Klux Klan), manifestent en scandant à voix haute « stop à l'invasion », « pas de gitans voleurs dans notre quartier », « la mosquée des terroristes allez la faire ailleurs » ou distribuent des tracts avec des slogans tels « à Milan on ne veut pas le Coran » ou « Allah est grand et la Kalachnikov est son prophète » les militants léguistes ne se considèrent pas comme des racistes. Il est vrai que, dans leurs propos, il ne transparait pas, comme chez les militants décrits dans le numéro du *Journal of Contemporary Ethnography* consacré à l'extrême

5. Fabian Virchow, « Performance, Emotion, and Ideology: On the Creation of "Collectives of Emotion" and Worldview in the Contemporary German Far Right », *Journal of Contemporary Ethnography*, n° 2, 2007, 147-164.

droite, une vision racialisée du monde⁶. Les Volontaires Verts ne se revendiquent pas du *white power* ou d'une supériorité blanche, aryenne ou autre, même si les plus idéologisés d'entre eux connaissent les auteurs classiques de l'extrême droite italienne comme Julius Evola⁷. Le discours de l'un des participants aux rondes anti-immigrés illustre parfaitement le type de rhétorique employée par les Volontaires Verts pour éviter de se considérer comme xénophobes : « Ceux de gauche, ils nous traitent de racistes. Mais ça veut dire quoi de faire venir les gens pour qu'ils dorment sous les ponts, ce ne sont pas des animaux non ? Et les femmes qui se retrouvent à se prostituer, victimes de la criminalité organisée, c'est ça le buonisme de gauche⁸ ? Non, je suis désolé, il vaut mieux qu'ils restent chez eux. Moi je suis d'accord avec Mao, il vaut mieux leur donner une canne à pêche et qu'ils apprennent à pêcher. Moi je dis, si on les fait entrer, il faut leur donner des conditions de vie, une dignité, ce sont des êtres humains. Mais si on dit ça on est racistes ! Par contre les gauchistes qui dorment tranquilles chez eux et laissent faire, ah eux ils ne sont pas racistes ! » De même, l'un des responsables des Volontaires Verts, à une conférence sur le « mondialisme », disait aux militants : « Ils nous font croire que ce que nous disons est injuste. On risque la taule, la condamnation morale. Mais nous on dit aussi qu'il faut les aider chez eux. Ce n'est pas de la solidarité ça ? Et ça on ne le dit jamais ! » Ce registre de justification, qui ôte aux militants qui s'en saisissent tout sentiment de culpabilité, a été savamment construit par la Ligue qui prône une vision différentialiste du monde.

Pour justifier une hostilité radicale à l'immigration et à la « société multiculturelle » et tenter d'échapper aux accusations de racisme, la Ligue recourt en effet au principe, très politiquement correct, du « respect de la diversité culturelle ». La présence massive d'immigrés, dans cette optique, est considérée comme une menace pour « l'identité » des populations autochtones qui les accueillent, mais également comme un déracinement pour la population qui a quitté sa terre natale. Pour respecter la culture du peuple d'accueil, tout comme celle

6. *Journal of Contemporary Ethnography*, n° 2, 2007.

7. Julius Evola (1888-1974) a exercé une grande influence sur la droite italienne. C'est un des théoriciens du fascisme. Mussolini le rejettera toutefois après avoir salué ses travaux.

8. Terme couramment utilisé en Italie pour désigner le fait de trouver tout le monde « bon », en référence à la charité catholique.

des immigrés, il faudrait que chacun reste chez soi. Une affiche de la Ligue proclamait ainsi en 1990 déjà : « Amener les Noirs ici, c'est de l'esclavage. » Selon cette logique, le métissage est vu comme un aplatissement culturel et le multiculturalisme est impossible. Ayant recours à une métaphore pour illustrer leur propos, les idéologues léguistes représentent le monde comme un vaste ensemble de taches colorées (les différents peuples avec leurs cultures respectives). En mélangeant ces taches, expliquent-ils, les couleurs disparaîtraient et l'on n'obtiendrait que du gris (« l'homme homologué sans identité »). La même idée est exprimée, mais sur un ton plus violent, dans une affiche électorale datant de 1990, mais réutilisée en 1999 : une femme, représentant « l'État centraliste », fait cuire des têtes, des jambes et des bras humains, de couleur noire, jaune ou blanche, dans un énorme chaudron représentant la « société multiraciale ». Pour mettre en pratique cette vision du monde, la Ligue a fondé la Coopération Padane, véritable petite ONG dont le but est d'aider au développement et dont le slogan est « Aidons-les chez eux ». De même, Umberto Bossi s'est plusieurs fois déclaré favorable à l'abolition de la dette des pays du Sud, ainsi qu'à l'intensification des politiques de développement et de coopération.

Bref, quand on écoute Umberto Bossi, on dirait presque que c'est pour le bien des migrants qu'il a conçu en 2002, conjointement avec Gianfranco Fini, leader d'Alliance Nationale (droite de descendance néofasciste), la loi italienne sur l'immigration, l'une des plus restrictives d'Europe. Cette dernière prévoit notamment que la police puisse prendre les empreintes digitales de tous les immigrés extracommunautaires (même s'ils sont pourvus d'une carte de séjour); limite le regroupement familial; privilégie les candidats d'origine italienne (et donc la logique du sang); facilite les expulsions et rend l'obtention de la carte de séjour, comme du statut de réfugié politique, plus difficile. La loi allait tellement loin dans la répression du séjour illégal, que certains de ses articles, notamment quant aux modalités des expulsions, ont été invalidés

en juillet 2004 par la Cour constitutionnelle au motif qu'ils ne respectaient pas les droits fondamentaux de la personne. Pourtant, cette loi très dure semble ne plus suffire à la Ligue qui, de retour aux commandes en avril 2008, souhaite encore la durcir.

Mais la Ligue de 2008, contrairement à celle de 2001, ne s'attaque plus seulement aux « extracommunautaires », mais également à des citoyens de l'Union européenne (les Roumains notamment, que la Ligue voudrait pouvoir expulser lorsqu'ils sont identifiés comme pouvant potentiellement « troubler l'ordre public ») et même à des citoyens italiens, s'ils ont le malheur d'être roms : les préfets, promus « commissaires spéciaux pour les Roms » recensent en ce moment (juin 2008) les Roms présents sur le territoire national, y compris ceux qui détiennent la nationalité italienne et les mineurs, à l'aide d'empreintes digitales... Cette surenchère sécuritaire qui emploie des méthodes rappelant les heures les plus funestes de l'histoire italienne (le recensement des juifs qui a précédé les lois raciales du régime puis les déportations) est menée par la Ligue, en la personne du ministre de l'Intérieur léguiste Roberto Maroni, avec la même « bonne foi » affichée (le recensement des enfants roms est bien entendu mené dans le but de les protéger de l'exploitation à laquelle leurs familles les soumettent, nous explique le ministre), le même sentiment de ne pas être raciste qui habite les Volontaires Verts quand ils patrouillent la nuit pour chasser d'éventuels « extracommunautaires » se promenant dans « nos » quartiers.

Si la Ligue est passée de l'anti-méridionalisme de ses débuts à la xénophobie, c'est essentiellement parce qu'il s'agissait d'un créneau laissé vacant sur le marché politique italien dans lequel, contrairement à la plupart des pays européens, aucun parti n'avait explicitement en charge le discours xénophobe. La droite italienne (Alliance nationale, parti d'ascendance fasciste) est engagée depuis le début des années quatre-vingt-dix dans un processus de glissement vers le centre. Dans cette tentative (réussie) de normalisation, l'Alliance nationale n'a aucun intérêt à s'exposer à des accusations

de racisme et garde donc un ton modéré, même si elle prône activement une politique migratoire restrictive. Encouragée par cette particularité du marché politique, par les inquiétudes de l'opinion publique et par la victoire en 1999, en Autriche, de Jörg Haider (qui a été publiquement invité à un meeting léguiste), la Ligue a progressivement durci son discours sur l'immigration, qui occupe depuis la fin des années 1990 une place centrale dans son argumentaire et dans son champ d'action. Le fait qu'elle ne descende pas du fascisme et ne soit pas antisémite lui a facilité alors la tâche : aucun « cordon sanitaire » n'a été fait autour de la Ligue (comme cela a été le cas en France pour le Front national), aucune menace de sanction n'est venue de Bruxelles (comme lorsque Heider a été élu en Autriche). Sa base populaire et ses militants, jugés folkloriques mais pas dangereux, ont aussi contribué à donner à la Ligue son image de parti populaire qui dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas, mais qui n'est pas assimilable à l'extrême droite. C'est bien là la force de la Ligue, dans cette xénophobie décomplexée mais non violente (physiquement), hargneuse mais non réductible à ses formes habituelles (nazi-fascistes et antisémites), militante mais débonnaire. Le cas de la Ligue nous donne alors indéniablement à réfléchir sur les nouvelles formes que peuvent prendre les partis xénophobes et leurs stratégies de légitimation. Stratégie réussie si ce parti peut encore, en Italie, passer pour autre chose que ce qu'il est : un parti menant une politique xénophobe envers les immigrés et désormais même une politique raciste envers des minorités nationales comme les Roms. ■